

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 13/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

COMPTOIR AGRICOLE Erstein

35 ROUTE DE STRASBOURG
67270 Hochfelden

Code AIOT : 0006700496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE Erstein implanté 9 rue Georges BESSE 67150 Erstein. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une plainte relative à des émissions de poussières et de follicules et à des nuisances sonores liées à l'utilisation d'un aspirateur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE Erstein
- 9 rue Georges BESSE 67150 Erstein
- Code AIOT : 0006700496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPTOIR AGRICOLE est spécialisée dans la collecte, le séchage, le stockage et le conditionnement de céréales sur la commune d'Erstein.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émission de poussières
- émissions sonores liées à l'utilisation d'un aspirateur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	poussières	Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	bruit	Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 30	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en place de chaussettes sur les postes de chargement des camions n'est pas efficace. L'exploitant doit trouver d'autres dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières. La proposition de mise en demeure suite à la visite du 18 janvier 2023 reste d'actualité. L'arrêté de mise en demeure est daté du 13 février 2023 (post visite du 6 février 2023).

Concernant les émissions sonores liées à l'utilisation d'un aspirateur, l'exploitant a pris des dispositions pour limiter les nuisances en le positionnant à l'arrière du silo. Toutefois l'efficacité de cette mesure n'est pas quantifiable. Il est donc demandé à l'exploitant de procéder à une mesure de bruit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, rejets poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il sera interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.
Constats : Au niveau du poste de chargement camion, une chaussette a été mise en place pour limiter les émissions de poussières.

<p>Toutefois il a été constaté des émissions importantes de poussières et de follicules malgré ce dispositif. Celui-ci n'est donc pas efficace et doit être complété .</p> <p>En fonction du vent, les poussières et follicules se déposent sur les propriétés voisines notamment sur la terrasse des riverains. Ces dépôts de poussières constituent une gêne pour les riverains.</p> <p>Ceci constitue une non conformité aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986.</p> <p>Suite à la visite du 18 janvier 2023, une mise en demeure a été proposée. Celle-ci n'était pas encore signé le 6 février. L'arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 13 février 2023.</p> <p>En aucune façon, la mise en place de la chaussette ne permet de lever la non conformité. La mise en demeure reste d'actualité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Maintien de la mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 2 : bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations seront construites , équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce contrôle est motivé par une plainte de riverain qui signale des nuisances sonores liées à l'utilisation d'un aspirateur.</p> <p>L'inspection précise que le nettoyage du silo est obligatoire pour éliminer la poussières et éviter les explosions de poussières dans un silo. L'exploitant utilise un aspirateur ATEX, aspirateur de type industriel générant beaucoup plus de bruit qu'un aspirateur domestique. L'exploitant indique qu'il est également susceptible d'utiliser un camion aspirateur pour nettoyer le silo.</p> <p>Le jour de la visite l'inspection a constaté la présence d'un aspirateur ATEX à proximité du silo. L'exploitant ayant conscience que cet aspirateur est bruyant a positionné ce dernier à l'arrière du silo de façon à limiter la gêne envers la plaignante.</p> <p>L'inspection a constaté que l'aspirateur est effectivement bruyant. Le fait de le positionner à l'arrière du silo atténue le bruit du côté de la plaignante mais une gêne peut tout à fait être ressentie.</p> <p>Il est à noter qu'un arrêté préfectoral du 1^{er} février 2023 a fixé des prescriptions complémentaires en terme de limitation des niveaux acoustiques et de réduction des nuisances sonores. Cet arrêté prescrit des niveaux limites de bruit en limite du site ainsi que 2 campagnes de mesure de bruit pour vérifier l'efficacité des travaux qui seront mis en œuvre. L'aspirateur ATEX devra être pris en compte lors de ces mesures afin de vérifier le respect des émergences.</p> <p>Aussi, l'inspection demande à l'exploitant ,dans un délai de 15 jours, de procéder à une mesure de bruit (lié à l'aspirateur) par un organisme ou une personne qualifiée, selon les référentiels de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 précité et l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire</p>

du 1^{er} février 2023. Les résultats seront commentés.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Proposition de suites : Sans objet à ce stade
